

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-cinquième Législature, première session

1995, chapitre 12
**LOI MODIFIANT LA LOI DE POLICE
ET LA LOI SUR L'ORGANISATION POLICIÈRE
EN MATIÈRE DE POLICE AUTOCHTONE**

Projet de loi 57

Présenté par M. Serge Ménard, ministre de la Sécurité publique

Présenté le 20 décembre 1994

Principe adopté le 27 janvier 1995

Adopté le 2 février 1995

Sanctionné le 8 février 1995

Entrée en vigueur: à la date fixée par le gouvernement

- 5 avril 1995: aa. 1-5
 G.O., 1995, Partie 2, p. 1697

Lois modifiées:

Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., chapitre O-8.1)

Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13)



CHAPITRE 12

Loi modifiant la Loi de police et la Loi sur l'organisation policière en matière de police autochtone

[Sanctionnée le 8 février 1995]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c, P-13,
aa. 79.0.1 à
79.0.4, aj.

1. La Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13) est modifiée par l'insertion, après l'article 79, de la section suivante:

«SECTION IV.0.1

«CORPS DE POLICE AUTOCHTONE

Entente

« **79.0.1** Le gouvernement peut conclure, avec une communauté autochtone représentée par son conseil, une entente visant à établir ou à maintenir un corps de police dans un territoire déterminé dans l'entente.

Durée

Le corps de police ainsi établi ou maintenu est, pendant la durée de l'entente, un corps de police aux fins de la présente loi.

Indépendance

« **79.0.2** L'entente doit prévoir des dispositions relatives à la prestation de serments des policiers et à l'indépendance de la direction du corps de police.

Matières visées

Elle peut aussi prévoir des dispositions relatives, notamment, aux matières suivantes:

1° les normes d'embauche des policiers;

2° la désignation des membres du Comité de déontologie policière chargé d'entendre une demande de révision ou une citation relative à la conduite d'un policier suivant la Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., chapitre O-8.1).

Normes
d'embauche

Les dispositions relatives aux normes d'embauche des policiers peuvent être différentes des normes adoptées par règlement du gouvernement en vertu de la présente loi et prévalent sur celles-ci en cas de conflit. Le Comité de déontologie policière est lié par les dispositions de l'entente relatives à la désignation des membres du Comité.

Dépôt à
l'Assemblée
nationale

« **79.0.3** Le ministre dépose toute entente à l'Assemblée nationale dans les 15 jours de la date de sa signature si elle est en session, sinon, dans les 15 jours de la reprise des travaux.

Responsa-
bilité

« **79.0.4** Un corps de police autochtone et chacun de ses membres sont chargés de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans le territoire pour lequel il est établi, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et aux règlements applicables sur ce territoire et d'en rechercher les auteurs. ».

c. P-13,
a. 99, mod.

2. L'article 99 de cette loi est modifié par:

1° l'insertion, dans la cinquième ligne et après le mot « municipal », des mots « , un membre d'un corps de police autochtone visé par la section IV.0.1 »;

2° l'addition de l'alinéa suivant:

Application
au corps de
police
autochtone

« Dans les mêmes documents, toute disposition applicable à un corps de police municipal ou à un policier municipal est, à moins que le contexte n'indique un sens différent, une disposition applicable à un corps de police autochtone visé par la section IV.0.1 ou à un de ses membres, en faisant les adaptations nécessaires. ».

c. O-8.1,
a. 94, mod.

3. L'article 94 de la Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., chapitre O-8.1) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Membres
visés

« Certains des membres de la division des corps de police municipaux doivent être membres d'une communauté autochtone. ».

c. O-8.1,
a. 97, mod.

4. L'article 97 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du troisième alinéa, après le mot « concernés », de ce qui suit: « ou, selon le cas, des organismes représentatifs des communautés autochtones concernées ».

c. O-8.1,
a. 269, mod.

5. L'article 269 de cette loi est modifié par l'addition, dans le paragraphe 4° et après les mots « constable spécial », de ce qui suit: « ou du directeur d'un corps de police établi ou maintenu par une entente visée à la section IV.0.1 de la Loi de police ».

Entrée en
vigueur

6. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement.